

Les raisons de l'insatisfaction avec les efforts anti-corruption du gouvernement	Pourcentage
Les fonctionnaires de l'Etat corrompus ne sont pas punis	58%
On a encore besoin de donner la corruption pour obtenir un service	38%
Autres raisons	4%

Tableau 17: Les raisons de l'insatisfaction avec les efforts anti-corruption du gouvernement – Burundi

Les efforts des citoyens dans la lutte contre la corruption

En 2014, l'enquête a cherché à établir ce que les citoyens ont personnellement fait pour lutter contre la corruption dans les douze derniers mois. Soixante-dix-neuf pourcent des répondants au Burundi ont affirmé qu'ils n'avaient rien fait pour lutter contre la corruption comme il est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Mesure prise	Pourcentage
Je n'ai rien fait	79%
Je n'ai pas donné de pots de vin	8%
J'ai fait la sensibilisation sur la corruption	8%
Je l'ai signalé aux Autorités compétentes	5%

Tableau 18: Les efforts des citoyens dans la lutte contre la corruption - Burundi

Quelle mesure la plus importante à prendre dans la lutte contre la corruption ?

Une fois demandé la chose la plus importante qui pourrait être faite dans la lutte contre la corruption, 52% des répondants ont recommandé des mesures coercitives contre les fonctionnaires corrompus suivi par 24% qui ont proposé la collaboration entre le gouvernement et les Organisations non-gouvernementales dans la sensibilisation du public.

Recommandation	Pourcentage
Le gouvernement devrait punir les fonctionnaires corrompus	52%
Le gouvernement et les ONG pourraient s'associer pour sensibiliser	24%
Le gouvernement devrait légiférer/revoir les lois luttant contre la corruption	13%
Créer plus d'emplois et augmenter les salaires des fonctionnaires	11%

Tableau 19: la mesure la plus importante à prendre contre la corruption - Burundi

RESUME EXECUTIF

L'enquête sur l'indice de perception de la corruption 2014 en Afrique de l'Est a été menée par quatre sections nationales de Transparency International respectivement celle du Burundi, du Rwanda, du Kenya, et de l'Ouganda. En Tanzanie, cette enquête a été conduite par l'organisation (For DIA). Au total 10.597 répondants, identifiés au hasard, ont partagé leurs expériences en matière de corruption lorsqu'ils cherchaient l'accès aux services au cours des douze derniers mois.

L'Indice de perception de la Corruption en Afrique de l'Est (EABI) donne un aperçu sur les expériences des populations de l'Afrique de l'Est en ce qui concerne la corruption car elles interagissent avec les principales institutions de leurs pays lorsqu'elles cherchent un accès aux services. Il explore la prévalence de la corruption dans différents secteurs ainsi que la valeur que les citoyens placent sur les différents services qu'ils cherchent. En 2014, l'enquête a, en outre, cherché à découvrir le rôle que les citoyens avaient joué dans la lutte contre la corruption au cours des douze derniers mois, tout en leur offrant l'occasion de recommander ce qui devrait être fait pour réduire la corruption dans leurs pays respectifs.

Malgré les divers efforts consentis par leurs gouvernements, les citoyens, pour diverses raisons, se heurtent encore à des situations où ils doivent payer des pots de vin pour accéder aux services de base. Ces pots de vin sont un fardeau financier pour la majorité des citoyens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. En outre, il y a eu d'autres conséquences graves découlant de la vente aux enchères des services fondamentaux au plus offrant.

Le problème est aggravé par la perte de confiance du public vis-à-vis des diverses institutions de lutte contre la corruption et l'enquête révèle que la plupart des populations de l'Afrique de l'Est ne sont pas disposées à signaler les incidents de corruption qu'elles rencontrent.

Probabilité de faire face à la corruption

Le Burundi avait la plus forte probabilité de corruption avec un score de 19,4%, suivi par la Tanzanie avec 19%. L'Ouganda, qui a dépassé l'indice de 2013, a chuté à la troisième position à 17,9%, tandis que le Kenya et le Rwanda ont maintenu les quatrième et cinquième positions à 12,3% et 2,9% respectivement. L'enquête établie que les populations de l'Afrique de l'Est avaient la plus forte probabilité de faire face à la corruption au cours des contacts avec la Police dans tous les pays, à l'exception du Rwanda, où la plus forte probabilité était avec les autorités locales.

La taille moyenne de pot de vin

La moyenne des pots de vin versés à la police était inférieure à 50 dollars américains (USD) dans tous les pays d'Afrique de l'Est, à l'exception du Rwanda où le montant était de 72 dollars américains (USD). La police a représenté environ un tiers de tous les pots de vin versés dans les secteurs mentionnés dans leurs pays respectifs.

La taille moyenne des pots de vin versés dans le secteur public dépassant 100 dollars américains (USD) a été enregistrée dans les Services Fonciers en Ouganda, et dans le système judiciaire au Rwanda et en Ouganda.

Raisons pour payer des pots de vin

Le paiement de pots de vin en Tanzanie, au Burundi et au Rwanda a été largement attribué à la nécessité d'accélérer la prestation de services. Au Kenya et en Ouganda, la plupart des répondants ont dit qu'ils ont payé un pot de vin, car c'était le seul moyen pour accéder aux services qu'ils cherchaient.

Signalement des incidents de corruption

Environ quatre-vingt pour cent des répondants qui ont fait face à un incident de corruption n'ont pas signalé cela ou déposé une plainte à aucune personne ou autorité. Au Kenya, la plupart des répondants ont dit qu'ils ne savaient pas où le signaler tandis qu'en Tanzanie, la plupart ont estimé qu'aucune mesure ne serait prise pour résoudre leur plainte. Au Burundi et en Ouganda, la plupart des individus qui n'ont pas signalé un incident de corruption ont attribué cela au fait qu'ils étaient bénéficiaires de la transaction de la corruption et au Rwanda, la plupart avaient peur de l'auto-incrimination.

L'indice de perception de la corruption

La majorité des répondants au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et au Burundi a expliqué que l'indice de la corruption dans leurs pays respectifs est élevé et a estimé qu'il a augmenté dans les douze derniers mois. Au Rwanda, la majorité a expliqué qu'il y a eu une réduction de la corruption au cours des douze derniers mois.

Les efforts du gouvernement de lutte contre la corruption

Seuls les répondants du Rwanda étaient satisfaits par les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la corruption alors que les autres populations de l'Afrique de l'Est ont jugé insuffisants les efforts du gouvernement de lutte contre la corruption.

Initiative personnelle pour signaler un incident de corruption

Plus de 70% des répondants au Burundi, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda ont affirmé qu'ils n'ont rien fait pour lutter contre la corruption dans les douze derniers mois. La seule réaction positive à cet égard est venue du Rwanda avec 63% parlant de leur effort y compris l'abstinence de tout acte de corruption, avec 11% disant qu'ils n'ont rien fait pour lutter contre la corruption.

Environ 43% des répondants ont observé que le manque de mesures visibles destinées à réduire la corruption était parmi les raisons principales qui augmenteraient les taux de la corruption dans l'année prochaine. Autres raisons mises avancées sont classées comme suit:

Les raisons d'une croissance prévue dans la corruption dans une année à venir	Pourcentage
Pas de mesures prises par le gouvernement pour réduire les corruptions	43%
Tu ne peux pas obtenir un service sans donner un pot de vin au Burundi	29%
Une grande pauvreté/le non-emploi/le coût de la vie	25%
Autres raisons	4%

Tableau 16: Les raisons d'une croissance prévue de la corruption dans une année à venir - Burundi

L'engagement du gouvernement pour lutter contre la corruption

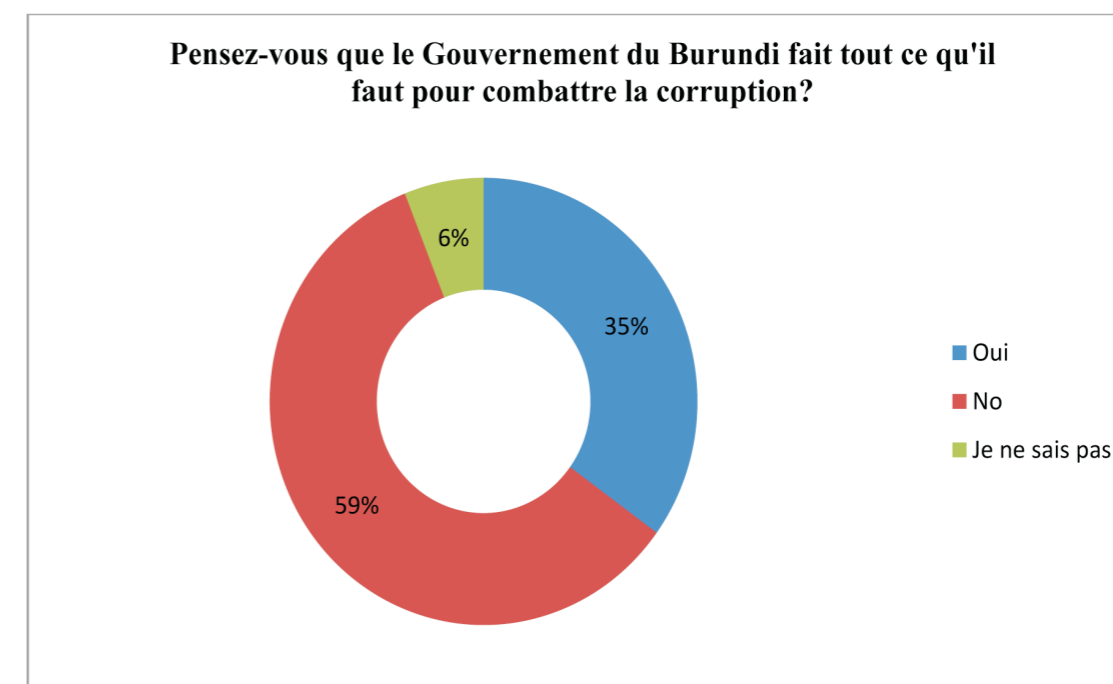


Figure 7: Engagement du gouvernement de lutter contre la corruption - Burundi

Cinquante-neuf pourcent des répondants ont jugé insuffisants les efforts anti-corruption du gouvernement. Trente-cinq pourcent étaient satisfaits par les efforts du gouvernement. Les répondants ont cité le manque de mesures prises contre les fonctionnaires corrompus et que l'accès aux services du gouvernement dépend du paiement des pots de vin comme principales raisons de la non-satisfaction avec les efforts anti-corruption du gouvernement.

En comparant l'état actuel de la corruption par rapport à l'année précédente, pourriez-vous affirmer que la corruption a:

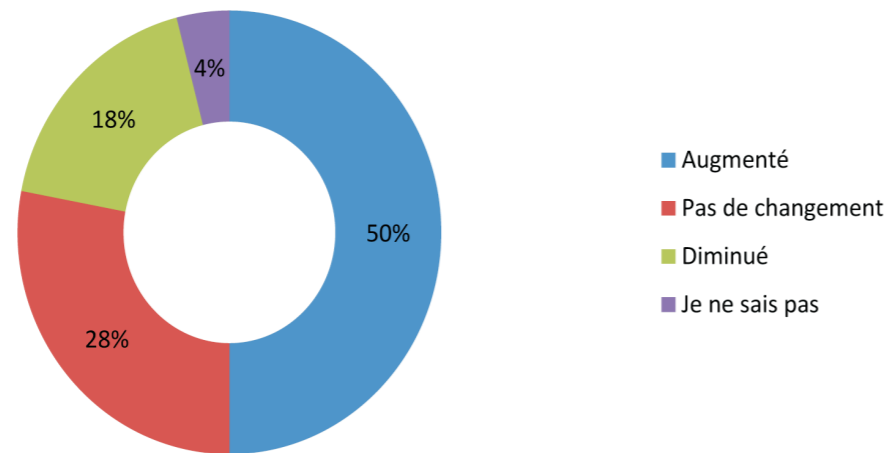


Figure 5: Le changement perçu dans le taux de la corruption - Burundi

Le changement prévu dans le taux de la corruption

Presque la moitié des répondants au Burundi ont estimé que les taux de la corruption pourraient augmenter avec l'année prochaine, avec 26% qui tiennent une opinion opposée. Cinquante pourcent ont estimé que les taux de la corruption resteraient les mêmes.

Avec l'année prochaine, pensez-vous que la corruption va:

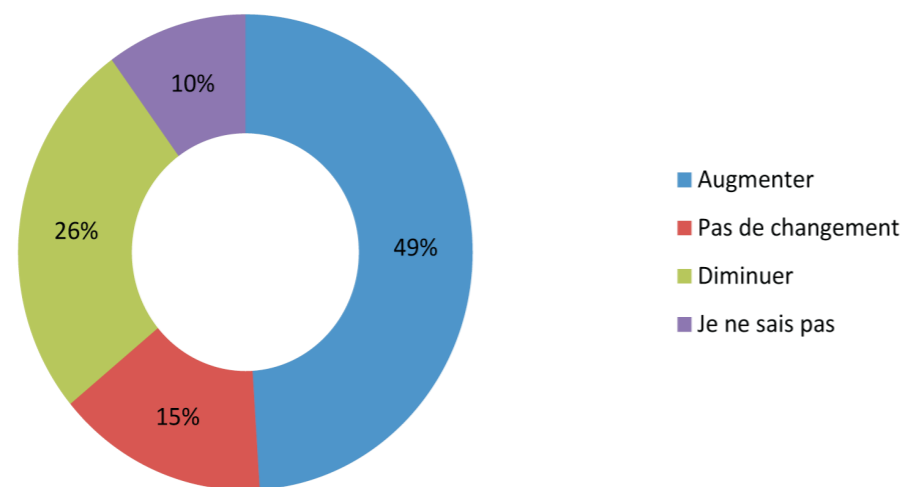


Figure 6: Le changement prévu dans le taux de la corruption – Burundi

RECOMMANDATIONS

Education civique

Les citoyens devraient être sensibilisés sur le coût de la corruption et sur l'impact qu'elle a dans leurs vies. Ceci leur permettra de reconnaître le rôle qu'ils doivent jouer dans la lutte contre la corruption. L'éducation civique sur les moyens ou canal de dénonciation de la corruption et la législation s'avère également important.

Le renvoi de plaintes et les mécanismes de résolution

Il est nécessaire d'établir ou de renforcer les possibilités où les citoyens peuvent déposer leurs plaintes et demander la réparation. Les mécanismes existants sont semblablement inconnus aux citoyens ou au cas où ils sont connus, ils n'inspirent pas la confiance publique. Les voies de porter plainte existantes devraient être sensibilisées, et expliquées les procédures y relatives au public.

Réforme dans la police, dans les services judiciaires et fonciers

Les réformes des influences négatives dans les secteurs ci-mentionnés ne sont pas maintenant une option mais une obligation pour assurer plus de transparence et de responsabilité dans la prestation de service. La police, les services fonciers et le pouvoir judiciaire à travers la région occupent la première position dans l'Indice de la Corruption en Afrique de l'Est, en indiquant que les réformes dans ces secteurs n'ont pas porté de fruits, dans les pays où les réformes ont été établies tel que le Kenya.

Mesures coercitives contre les fonctionnaires corrompus

Les fonctionnaires du gouvernement coupables des actes de corruption doivent confronter la loi comme elle est prescrite et ne devraient pas être libérés sans être punis à cause de la position qu'ils occupent au niveau du gouvernement. L'Etat de droit doit être soutenu à tous les échelons pour éradiquer la culture d'impunité qui s'est enracinée dans l'Afrique de l'Est. La volonté politique est essentielle à cet égard, pour assurer une demande complète de la législation anti-corruption.

METHODOLOGIE

L'enquête sur l'Indice de perception de la Corruption en Afrique de l'Est 2014 a été menée dans les 5 pays à savoir: le Burundi, le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda entre Mai et Septembre 2014 au niveau des ménages. Les données ont été collectées à travers les interviews face à face pour enregistrer les expériences de la corruption vécues par les 10.597 répondants.

Ces derniers étaient sélectionnés au hasard à travers l'échantillonnage simple basé sur la taille de la population à travers les différentes unités administratives dans chaque pays. Les échantillons respectifs selon les pays étaient répartis comme suit:

Composition de la taille de l'échantillon

Pays	Taille de l'échantillon
Burundi	1,448
Kenya	2,164
Rwanda	2,511
Tanzanie	2,488
Ouganda	1,986
Total	10,597

Tableau 1 : Distribution de la taille de l'échantillon à travers les pays

Les caractéristiques de l'échantillon

Une majorité des répondants ayant participé dans l'enquête provient des régions rurales, entre 30 et 40ans, les hommes qui ont participé à cette enquête étaient plus légèrement moins que les femmes.

Genre (%)					
	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
Masculin	59	53	57	51	52
Féminin	41	47	43	49	48
Résidence (%)					
Urbain	18		23	42	22
Rural	82	60	77	58	78
Groupe par âge (%)					
18-29	41	27	35	27	42
30-49	47	53	51	59	44
50+	12	20	14	14	14

Tableau 2: Distribution de l'échantillon par genre, résidence et âge- en Afrique de l'Est

Une majorité des répondants au Rwanda et en Tanzanie a signalé qu'ils ont atteint le niveau de l'éducation de l'école primaire alors qu'en Ouganda et au Kenya, la majorité avait le niveau d'étude secondaire et tertiaire respectivement. La Tanzanie et l'Ouganda avaient le plus petit nombre de répondants, déclaré informel ou non-instruit.

LA PERCEPTION DE LA CORRUPTION

L'enquête a aussi cherché à établir la perception des répondants envers la corruption et le programme anti-corruption dans leurs pays.

Le taux de perception de la corruption

Soixante-douze pourcent des répondants ont décrit l'état de la corruption au Burundi comme étant supérieur, une croissance de 62% en 2013. Vingt pourcent ont décrit le taux de la corruption comme moyen par rapport au 24% de l'année précédente alors que six pourcent ont décrit le taux de la corruption comme inférieur.

Comment pourriez-vous décrire l'état actuel de la corruption au Burundi

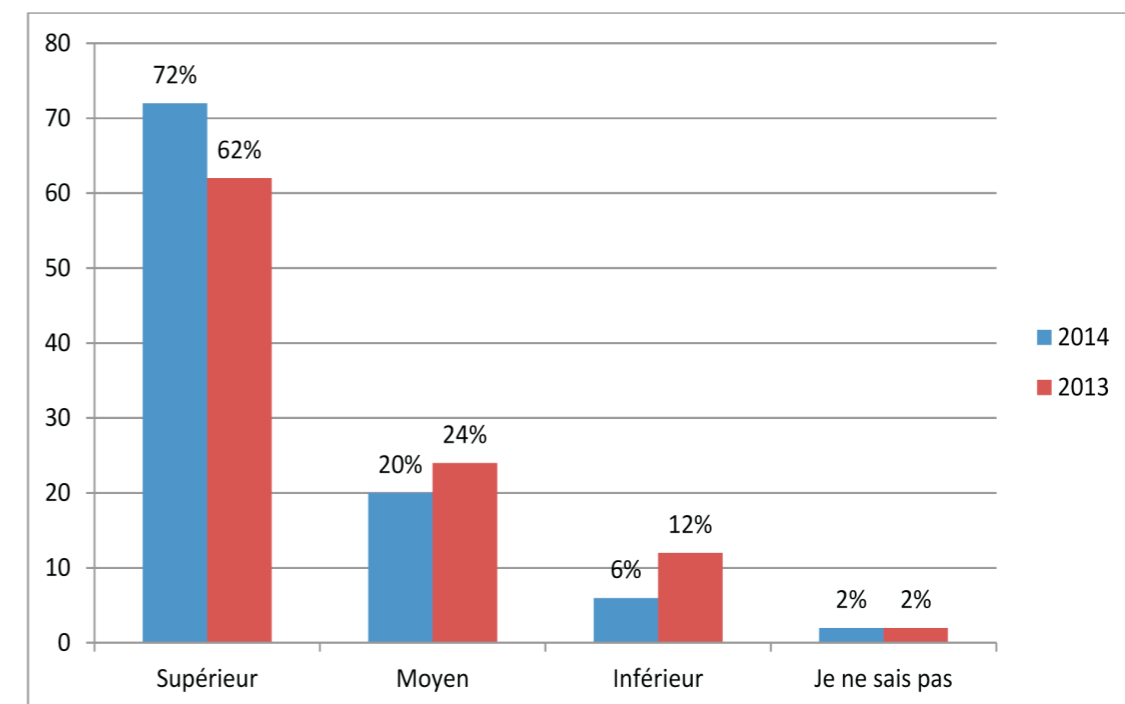


Figure 4: Le taux de perception de la corruption - Burundi

Le changement perçu du taux de la corruption par rapport à l'année passée

La moitié des répondants au Burundi ont estimé que la corruption avait augmentée en comparaison avec 28% qui ont estimé qu'elle a resté la même. Dix-huit pourcent ont estimé qu'elle a diminué. Il est nécessaire de noter qu'en 2013, la plus haute proportion des répondants (41%) a estimé que la corruption pourrait augmenter dans une année à venir.

As-tu signalé un incident de la corruption que tu as fait face à une autorité ou une autre personne?

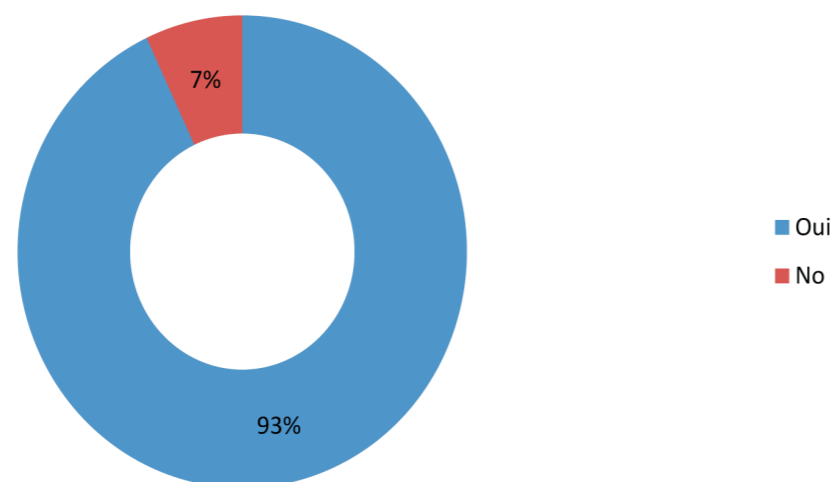


Figure 2: Rapport des incidents de la corruption - Burundi

Les raisons de ne pas signaler les incidents de la corruption

Les répondants au Burundi, en part égal à 18%, ont dit qu'ils n'ont pas signalé les incidents de la corruption qu'ils ont rencontré parce qu'ils étaient des bénéficiaires du vice. Craignant de s'incriminer et des représailles résultant d'un tel rapport. En 2013, la plus haute proportion des répondants (31%) n'ont pas signalé les cas parce qu'ils ne savaient pas où le signaler.

Les raisons de ne pas signaler un incident de la corruption

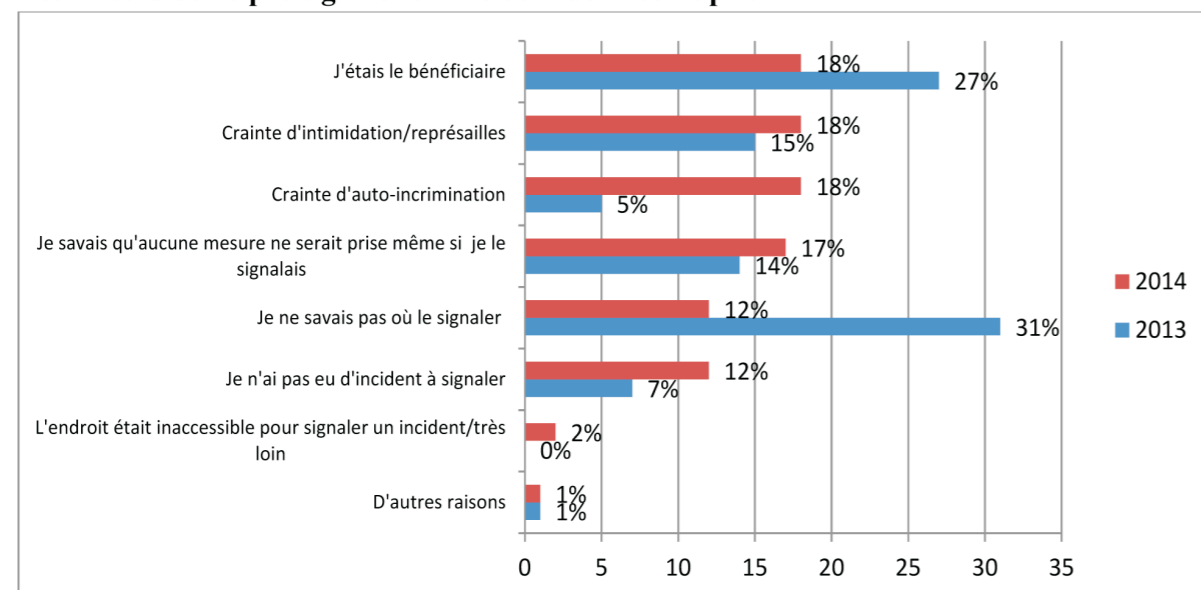


Figure 3: Les raisons de ne pas signaler les incident de la corruption – Burundi

Niveau d'éducation (%)

	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
Ecole Primaire Seulement	44	24	57	45	21
Ecole Secondaire Seulement	34	41	26	35	37
Formation Tertiaire	12	27	5	14	38
Education Informelle/Education non formelle	10	8	12	6	4

Tableau3: Distribution de l'échantillon par niveau d'éducation-à Travers l'Afrique de l'Est

La majorité de ceux qui ont été échantillonnés étaient des travailleurs indépendants ou des employés dans une entreprise familiale ou ferme. Les retraités et ceux qui sont employés dans le secteur communautaire fait moins de 10% de ceux qui sont échantillonnés à travers la région.

L'état de l'emploi (%)

	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
Etudiant	10	4	4	4	7
Non-employés	11	12	5	11	13
Travailleurs indépendants/Employés dans une entreprise familiale ou ferme	50	59	75	59	51
Les employés du secteur privé	10	17	10	13	16
Les employés du gouvernement/les autorités locales/parapublic	15	4	3	8	8
Les employés des secteurs communautaires par exemple: O.N.G, Coopérative	3	2	2	2	3
Personnes retraitées	1	2	1	3	2

Tableau 4 : Distribution de l'échantillon par l'état de l'emploi -à travers l'Afrique de l'Est

La grande partie de l'échantillon est composée du groupe de revenu moyen et inférieur, les individus gagnant approximativement entre deux et six dollars Américains par jour. Ceux-là sont des citoyens qui dépendent largement du gouvernement pour la provision des services de bases. Le plus grand fardeau financier est placé sur la population déjà vulnérable ou la corruption est un déterminant pour accéder aux services de bases.

Revenu du ménage (%)					
(KES: Les Shillings Kenyan)	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
Moins de 5,456	52	21	100	26	21
5,457-16,368	34	39	-	41	35
16,369-54,560	12	30	-	27	27
54,561-109,120	1	8	-	6	11
Plus de 109,120	1	2	-	1	6

Tableau 5: Distribution de l'échantillon par revenu du ménage –à travers l'Afrique de l'Est

Les objectifs de l'enquête

L'objectif de l'enquête était de développer les expériences de la corruption des répondants à travers les cinq pays de l'Afrique de l'Est lors de l'interaction avec les secteurs de services publics clés dans les douze derniers mois en établissant ce qui suit :

- Quelles institutions le répondant a-t-il communiqué avec dans les douze derniers mois au moment où ils demandaient des services.
- Si un pot de vin a été explicitement, ou implicitement demandé (attendu) ou offert par le répondant pendant l'interaction.
- Si le répondant a donné le pot de vin qui lui était demandé/attendu.
- La perception publique sur les services demandés auraient été rendus si le pot de vin n'a pas été donné.

Selon les informations ci-dessus, cinq indicateurs sont dérivés comme suit:

Indicateur 1: La probabilité de confronter les incidents de la corruption

Celle-ci est la proportion des individus qui ont interagi avec les institutions X et le pot de vin a été demandé/attendu ou donné dans les 12 derniers mois.

$$\text{Probabilité} = \frac{\text{Le nombre total des situations de demande de la corruption pour l'institution X}}{\text{Le nombre total des interactions signalées pour l'institution X}}$$

Indicateur 2: La prévalence de la corruption

Celle-ci est la proportion de ceux qui ont interagi avec l'institution X et qui ont donné un pot de vin dans les douze derniers mois. C'est-à-dire, le nombre total de fois que les pots de vin ont été donnés par rapport au nombre réel des interactions pour l'institution X.

$$\text{Prévalence} = \frac{\text{Le nombre total de de fois les pots de vin ont été signalés pour l'institution X}}{\text{Le nombre total des interactions signalées pour l'institution X}}$$

6	Conseils municipaux et locaux	10.7	6.2	+4.5
7	Services d'Immatriculation et Autorisation des Affaires	7.4	6.7	+0.7
8	Factures (Eau et Electricité)	6.9	10.3	-3.4
9	Services médicaux et de Santé	2.0	1.0	+1.0

Tableau 15: Impact perçu de la corruption - Burundi

Les raisons de donner un pot de vin

Quarante-quatre pourcent des répondants au Burundi ont dit qu'ils ont donné un pot de vin pour faire accélérer les services suivi par 25% qui ont estimé que le paiement des pots de vin était le seul moyen d'accéder au service qu'ils cherchaient. En 2013, la plus haute proportion des répondants, 31%, a signalé qu'ils ont payé des pots de vin parce qu'il était attendu.

Pourquoi avez-vous donné du pot de vin ?

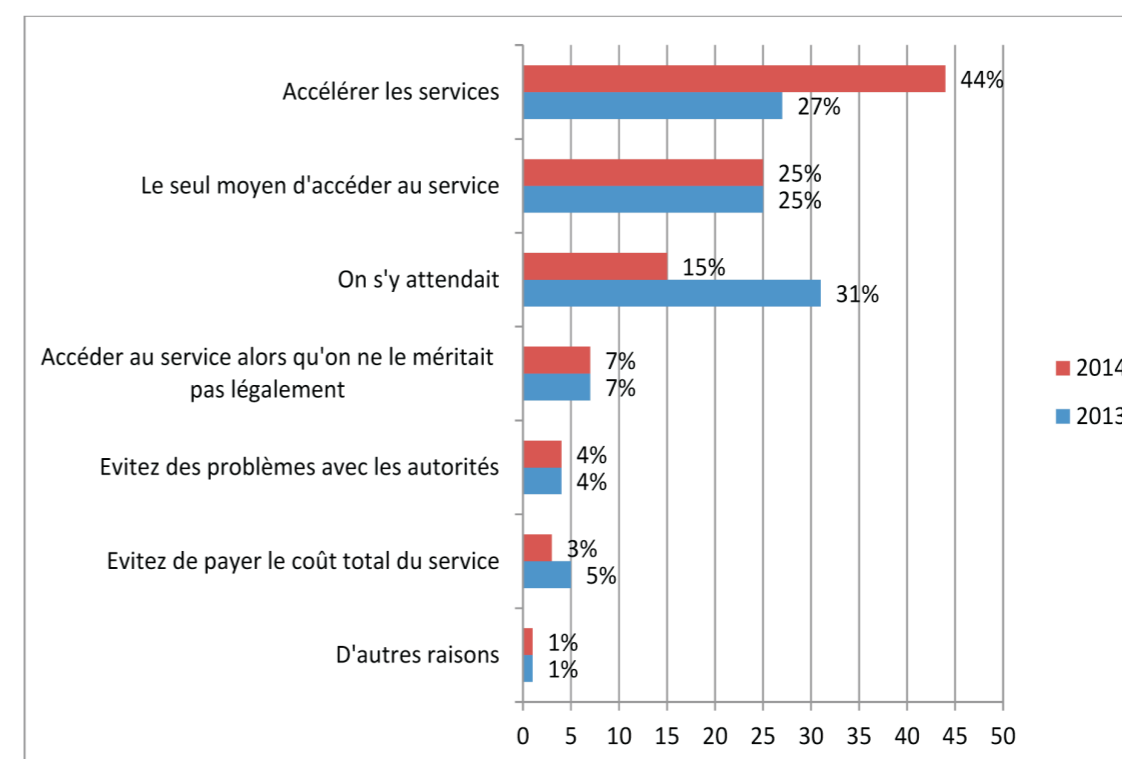


Figure 1: Les raisons de donner un pot de vin – Burundi

Les rapports des incidents de la corruption

Demandé s'ils ont signalé ou porté plaintes sur les incidents de la corruption qu'ils ont rencontrés, 93% des répondants ont dit qu'ils ne l'ont pas fait. Le pourcentage de ceux qui l'ont signalé a passé de 11% en 2013 à 7% en 2014.

Indicateur 4: La part de la corruption « nationale »

Celle-ci est la proportion des pots de vin qu'un secteur compte par rapport à la quantité totale des pots de vin enregistrés par l'enquête à travers tous les secteurs dans un pays particulier. Elle reflète la culpabilité proportionnelle d'un secteur tel qu'elle est mesurée par la quantité de pots de vin reçue.

La Police Nationale du Burundi a pris un tiers de la quantité totale des pots de vin payés au Burundi, une croissance de 23.8% en 2013. Le Pouvoir judiciaire était le deuxième avec une part de 27.6% et les Institutions d'Enseignements le troisième à 19.4%. Le reste des secteurs mentionnés avaient la part de moins de 10% du total des pots de vin payés.

Rang	Secteur	2014 (%)	2013(%)	Variance
1	Police	30.0	23.8	+6.2
2	Le pouvoir Judiciaire	27.6	27.8	-0.2
3	Institutions d'Enseignements	19.4	13.2	+6.2
4	Services fonciers	8.4	11.3	-2.9
5	Conseils municipaux et locaux	5.0	2.5	+2.5
6	Services des impôts	4.2	5.3	-1.1
7	Factures (Eau et Electricité)	2.6	9.3	-6.7
8	Services d'Immatriculation et d'Autorisation	1.8	2.6	-0.8
9	Services médicaux et de Santé	1.0	0.4	+0.6

Tableau 14: La part de la corruption « national »-Burundi

Indicateur 5: Impact perçu

Cet indicateur serait dérivé de la perception des répondants s'ils avaient reçus les services qu'ils cherchaient s'ils n'avaient pas donné un pot de vin. Il met en évidence la valeur que les répondants ont payé les pots de vin comme le seul moyen d'accéder à un service.

Vingt-huit pourcent des répondants qui ont communiqué avec la Police Nationale du Burundi ont estimé qu'ils n'auraient pas reçu les services qu'ils cherchaient s'ils n'avaient pas donné le pot de vin alors que 20% de ceux qui ont interagi avec le pouvoir judiciaire ont estimé la même chose. Dans tous les autres secteurs, moins de 20% des répondants qui ont demandé des services ont estimé qu'ils n'auraient pas reçu de services recherchés s'ils n'avaient pas donné un pot de vin.

Rang	Secteur	2014(%)	2013(%)	Variance
1	La Police	28.2	20.1	+8.1
2	Le pouvoir judiciaire	20.5	14.6	+5.9
3	Institutions d'Enseignements	15.8	7.8	+8.0
4	Services fonciers	12.9	20.4	-7.5
5	Services des impôts	12.4	6.0	+6.4

Indicateur 3: La taille moyenne de la corruption

Celle-ci est la quantité moyenne de la corruption donnée par les individus qui ont interagi avec l'institution X dans les derniers douze mois.

$$\text{Taille moyenne} = \frac{\text{Quantité moyenne de pot de vin certainement donné à l'institution X}}{\text{Individus qui ont signalé avoir donné le pot de vin à l'institution X}}$$

Indicateur 4: La part de la corruption « nationale »

Celle-ci est la part de la quantité totale de pots de vin payés à l'institution X sur la somme totale de la quantité payée dans toutes les institutions échantillonnées dans les douze derniers mois.

$$\text{Part} = \frac{\text{Quantité totale de pot de vin payée à l'institution X}}{\text{Quantité totale de pots de vin payée à toutes les institutions}}$$

Indicateur 5: Impact de la corruption

Celle-ci est la proportion de ceux qui ont communiqué avec l'institution X dans les douze derniers mois et pensaient que si ils ne payent pas la corruption alors ils ne seraient pas servis.

$$\text{Impact} = \frac{\text{Le nombre total de ceux qui pensaient qu'ils n'obtiendront pas un service sans un pot de vin à l'institution X}}{\text{Les nombres totaux des répondants en communication à l'institution X}}$$

COMPARAISON PAR PROBABILITE

Le tableau ci-dessous indique la probabilité globale d'un répondant qui a confronté un incident de la corruption alors qu'il demandait un service public en Afrique de l'Est. Le Burundi a pris la première position avec un score de 19,4% suivi par la Tanzanie, qui a monté au troisième rang à 12,9% en 2013 à la deuxième place avec un score de 19%. L'Ouganda a chuté de 2 positions pour prendre la troisième position. Alors que le Kenya et le Rwanda ont maintenu leurs places précédentes avec 12,3% et 2,9% respectivement. La probabilité de confronter la corruption en Ouganda et au Rwanda a diminué, avec l'Ouganda qui enregistre la plus grande réduction de la corruption. En Tanzanie, au Burundi et au Kenya, la probabilité a augmenté, avec la Tanzanie qui enregistre la plus grande croissance de la corruption.

Rang	Pays	2014 (%)	2013 (%)	Rang(2013)	Variance
1	Burundi	19,4	18,6	2	+0,8
2	Tanzanie	19,0	12,9	3	+6,1
3	Ouganda	17,9	26,8	1	-8,9
4	Kenya	12,3	7,9	4	+4,4
5	Rwanda	2,9	4,4	5	-1,5

Tableau 6: Comparaison des pays par la probabilité totale de la corruption

Nature des incidents de la corruption:

L'enquête a comparé la nature des incidents de la corruption à travers la région. Le Kenya avait la plus grande majorité des répondants accédant aux services sans être demandés de donner un pot de vin à 57% alors qu'au Burundi et en Tanzanie était de 52%. Le Burundi a enregistré le plus grand nombre de répondants qui ont entrepris le paiement des pots de vin.

Pays	Nature des incidents de la corruption		
	Demandée/ attendue	Donnée	Aucune
Burundi	34%	14%	52%
Kenya	37%	4%	59%
Tanzanie	42%	6%	52%
Ouganda	37%	6%	57%
Rwanda	15%	2%	83%

Tableau 7: Nature des incidents de la corruption dans l'Afrique de l'Est

L'indice total

La police en Ouganda, en Tanzanie, au Burundi et au Kenya était classée parmi les institutions les plus enclins à demander la corruption en Afrique de l'Est, avec une croissance en scores pour l'Ouganda, la Tanzanie et le Burundi. La police au Rwanda classée à la cinquième position en 2013 a chuté à la 8ème position, enregistrant une diminution en score. Les services fonciers en Ouganda, au Burundi et au Kenya, et le pouvoir judiciaire au Kenya et en Tanzanie étaient aussi classés parmi les premiers secteurs les plus mal organisés.

Rang	Secteur /Institution	2014 Total	Pays	2013 Total	Variance
1	Police	84	Ouganda	60	+24.0
2	Police	82.5	Tanzanie	72.9	+9.6
3	Police	73.3	Burundi	64	+9.3
4	Police	68	Kenya	60	+8.0
5	Services fonciers	60	Ouganda	46.7	+13.3
6	Services fonciers	55	Kenya	46.7	+8.3
7	Le pouvoir judiciaire	46.7	Kenya	38.3	+8.4
8	Police	46.6	Rwanda	54	-7.4
9	Services fonciers	42.3	Burundi	51.7	-9.4
10	Le pouvoir judiciaire	41.7	Tanzanie	38.3	+3.4
11	Le pouvoir judiciaire	37.0	Rwanda	24	+13.0
12	Services fonciers	35.7	Tanzanie	26.9	+8.8
13	Le pouvoir judiciaire	35	Burundi	48.3	-13.3

Rang	Secteur	2014(%)	2013(%)	Variance
1	Police	39.5	31.5	+8
2	Services fonciers	19.3	26.8	-7.5
3	Le pouvoir Judiciaire	17.3	19.4	-2.1
4	Services des impôts	15.0	19.3	-4.3
5	Services d'Immatriculation et d'Autorisation	14.7	13.9	+0.8
6	Institutions d'Enseignements	14.6	10.3	+4.3
7	Conseils municipaux et locaux	11.7	5.8	+5.9
8	Factures (Eau et Electricité)	6.5	10.1	-3.6
9	Services médicaux et de Sante	1.1	1.1	0

Tableau 12: Prévalence de la corruption - Burundi

Indicateur 3: La taille moyenne de pot de vin

Cet indicateur capture la quantité moyenne des pots de vin payée par les répondants alors qu'ils étaient à la recherche des services dans un secteur particulier. C'est la moyenne arithmétique de tous les pots de vin payés à un secteur, par rapport à tous les répondants signalés avoir payé un pot de vin à ce secteur.

Les répondants qui interagissent avec les Services fonciers avaient à se défaire d'une moyenne de 86.747 Francs burundais (approximativement 57 Dollars américains³) pour accéder aux services. Celui-ci avait baissé de 112.794 Francs Burundais (approximativement 74 Dollars américains) payés en 2013. Généralement, il y avait une diminution dans la taille moyenne de pot de vin dans beaucoup de secteurs notamment dans les factures (Eau et Electricité) où il est réduit par un tiers de 90.842 Francs en 2013 à 29.481 Francs en 2014 (approximativement 59 à 19 Dollars américains). La croissance était enregistrée au pouvoir judiciaire, les services d'Immatriculation et d'Autorisation ainsi que les services des impôts.

Rang	Secteur	La taille moyenne de la corruption (Fbu) 2014	La taille moyenne de la corruption (Fbu) 2013	Variance
1	Services fonciers	86,747	112,794	-26,047
2	Le pouvoir Judiciaire	77,983	74,160	+3,823
3	Services des Impôts	37,791	24,868	+12,923
4	Institutions d'Enseignements	34,470	43,568	-9,098
5	Police	33,913	50,424	-16,511
6	Factures (Eaux et Electricité)	29,481	90,842	-61,361
7	Conseils municipaux et locaux	21,572	35,135	-13,563
8	Services médicaux et de Santé	4,667	6,824	-2,157
9	Services d'Immatriculation et d'Autorisation	5,324	1,941	+3,383

Tableau 13: La taille moyenne de la corruption - Burundi

Classement de l'indicateur

Indicateur 1: Probabilité

Cet indicateur mesure la probabilité d'un répondant demandé ou attendu de donner un pot de vin quand il interagit avec un secteur particulier. Il inclut aussi les répondants qui obtiennent de donner le pot de vin. Il est dérivé de toutes les situations de la corruption (demandée, attendue, donnée) enregistrées dans un secteur comme une proportion de toutes les interactions enregistrées dans ce secteur particulier.

Dans cette catégorie, la police a pris les devants avec les répondants ayant 23% de chance de rencontrer l'incident de la corruption. Celle-ci était la même position occupée par la police en 2013 avec une probabilité légèrement supérieure à 24.7%. Les services fonciers ont monté d'une place à la deuxième avec des répondants ayant 21% de la chance de rencontrer la corruption. Le pouvoir judiciaire a passé de la deuxième position en 2013 à la cinquième position en 2014 alors que les services médicaux et de santé ont maintenu la dernière position dans cette liste avec des répondants ayant une chance de 3% de confronter la corruption.

Rang	Secteur	2014(%)	2013(%)	Variance
1	Police	23.8	24.7	-0.9
2	Services fonciers	21.1	21.3	-0.2
3	Services d'Immatriculation et d'Autorisation	18.0	18.4	-0.4
4	Institutions d'Enseignements	17.4	12.9	+4.5
5	Judiciaire	17.4	21.4	-4
6	Conseils Municipaux et Locaux	16.8	11.9	+4.9
7	Services des Impôts	9.0	12.8	-3.8
8	Factures (Eau et Electricité)	6.4	9.2	-2.8
9	Services médicaux et de Santé	3.5	3.1	+0.4

Tableau 11: La probabilité de la corruption - Burundi

Indicateur 2: La prévalence

Cet indicateur mesure la probabilité qu'un répondant aurait payé un pot de vin sur une interaction avec un secteur particulier. Il est calculé comme la proportion de nombre de pots de vin signalé dans un secteur particulier au nombre total des interactions enregistrées dans ce secteur. Une valeur supérieure indique la grande prévalence de la corruption dans un secteur.

Sur la probabilité du paiement réel du pot de vin, la Police Nationale du Burundi était classée première à 39.5%, une croissance par rapport à 31.5% en 2013. Les services fonciers était deuxième à 19.3% suivis par le pouvoir judiciaire à 17.3% tous les deux en enregistrant une décroissance de l'année précédente. Les services médicaux ont signalé la prévalence la plus basse à 1.1%.

14	Ressources naturelles	34.2	Tanzanie	-	-
15	Autorités locales	32.2	Rwanda	42.8	-10.6
16	Le pouvoir judiciaire	30.7	Ouganda	42	-11.3
17	Secteur privé	30.6	Rwanda	12.9	+17.7
18	Services des impôts	23.1	Kenya	14.6	+8.5
19	Institutions d'enseignements	22.5	Burundi	20.2	+2.3
20	Banque	21.7	Rwanda	22.8	-1.1
21	Comte d'Administration	21.5	Kenya	-	-
22	Services médicaux et de santé	19.8	Ouganda	15.9	+3.9
23	Services des impôts	19.8	Burundi	16.4	+3.4
24	Conseil municipal et local	19.4	Ouganda	25.9	-6.5
25	Services d'Immatriculation et d'Autorisation	19.4	Kenya	33.3	-13.9
26	Services d'Immatriculation et d'Autorisation	18	Tanzanie	21.6	-3.6
27	Factures (Eau et Electricité)	15.8	Ouganda	13.2	+2.6
28	Services d'Immatriculation et d'Autorisations	15.6	Rwanda	-	-
29	Factures (Eau et Electricité)	15.6	Tanzanie	15.4	+0.2
30	Services d'Immatriculation et d'Autorisation	15.5	Ouganda	25.1	-9.6
31	Services d'Immatriculation et d'Autorisation	15.3	Burundi	16.4	-1.1
32	Services médicaux et de santé	15.2	Tanzanie	22	-6.8
33	Conseils municipaux et locaux	14.7	Burundi	12.3	+2.4
34	Administration provinciale	14.7	Rwanda	-	-
35	Services des impôts	14.5	Ouganda	20.1	-5.6
36	Institutions d'enseignements	14.4	Kenya	23.5	-9.1
37	Services des impôts	14.4	Tanzanie	36.9	-22.5
38	Factures (Eau et Electricité et Services Postaux)	14.0	Rwanda	12	+2.0
39	Institutions d'Enseignements	13.7	Ouganda	13.3	+0.4
40	Services médicaux et de santé	13.4	Kenya	14.1	-0.7
41	Factures (Eau et Electricité)	12.7	Kenya	11.2	+1.5
42	Factures (Eau et Electricité)	12.4	Burundi	19.4	-7.0
43	Services fonciers	12.3	Rwanda	14.5	-2.2
44	Institutions d'enseignements	12.2	Tanzanie	12.5	-0.3
45	Conseils municipaux et locaux	12	Tanzanie	15.1	-3.1
46	Services médicaux et de santé	10.4	Burundi	10.2	+0.2
47	Institutions d'Enseignements	10.0	Rwanda	9.6	+0.4
48	Services des Impôts	9.7	Rwanda	18.8	-9.2
49	Société Civile	9.4	Rwanda	5.4	+4.0
50	Services médicaux et de santé	7.9	Rwanda	9.4	-1.5

Tableau 8: L'Indice total à travers l'Afrique de l'Est

BURUNDI

INTRODUCTION

La corruption continue à présenter un défi réel dans la prestation des services au Burundi. Selon ce rapport, les habitants de l'Afrique de l'Est sont les plus probables à rencontrer la corruption au Burundi plus que dans tous les autres quatre pays concernés par l'enquête. Celle-ci est une conclusion alarmante qui pourrait inquiéter les Autorités, les parieurs et les membres du public pour se lever contre tout acte de corruption. Les services des secteurs clés comme la Police, services fonciers et le pouvoir judiciaire restent des institutions les plus enclins à la corruption dans le pays. Le Ministre de la Bonne Gouvernance avait mené des activités de sensibilisation publiques régulières contre la corruption conjointement avec les organisations de la société civile à savoir : Association Burundaise des Consommateurs - Transparency International Burundi (ABUCO-TI Burundi) et autres organisations tel que : Observatoire de la lutte contre la corruption et la malversation économiques (OLUCOME). Les médias au Burundi ont aussi visiblement joué leur rôle dans la lutte contre la corruption à travers des programmes publics variés.

Malgré les efforts concertés entre le gouvernement, la société civile et autres acteurs non-étatiques pour créer une opinion anti-corruption, il est nécessaire de traduire cette opinion publique en pratique ce qui tournera grandement la chance contre la corruption. Les citoyens ont besoin de constater qu'ils ont un rôle à jouer dans la lutte contre la corruption alors que le gouvernement a besoin de prioriser l'application des lois anti-corruption en vigueur.

Comme le pays se prépare pour les élections inclusives en 2015, le public doit faire de l'anti-corruption un programme prioritaire pour s'assurer que les candidats retenus sont tenus responsables de lutter contre ce vice.

Caractérisation de l'échantillon

Un échantillon de 1.448 répondants était sélectionné au hasard à travers toutes les provinces du Burundi pour l'enquête. La distribution des répondants par province est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Province	Nombre de répondants	Pourcentage
Bubanza	58	4
Bujumbura Mairie	100	7
Bujumbura Rural	81	6
Bururi	108	8
Cankuzo	34	2
Cibitoke	79	6
Gitega	129	9

Karusi	72	5
Kayanza	111	8
Kirundo	116	8
Makamba	64	4
Muramvya	66	5
Muyinga	119	8
Mwaro	52	4
Ngozi	117	8
Rutana	62	4
Ruyigi	80	6
Total	1,448	100

Tableau9: Distribution des répondants par province - Burundi

LES RESULTATS

L'Indice Total

L'Indice total est un indice général des cinq différents indicateurs de l'enquête. Il se classe entre 0 et 100, avec un score de 100 étant le plus mauvais score. C'est un résultat de différents indicateurs de l'enquête. Avec le score final qui dépend de la façon dont le secteur effectue son indicateur individuel.

La Police Nationale du Burundi était classée comme la plus enclins à la corruption au Burundi avec un score croissant de 73.3 comparée avec 64 en 2013. Celui-ci était suivi par les services fonciers, qui ont gardé la même position en 2013 avec un score de 51.7 contre un score de 42.3 en 2014. Encore une fois les services médicaux et de santé étaient classés dixième avec un score de 10.4.

Rang	Secteur	2014 Total	2013 Total	Variance
1	Police	73.3	64.0	+9.3
2	Services fonciers	42.3	51.7	-9.4
3	Le pouvoir Judiciaire	35.0	48.3	-13.3
4	Institutions d'Enseignement	22.5	20.9	+1.6
5	Services des impôts	19.8	16.4	+3.4
6	Services d'Immatriculation et d'Autorisation	15.3	17.5	-2.2
7	Ville et Conseils municipaux	14.7	12.6	+2.1
8	Factures (Eau et Electricité)	12.4	18.7	-6.3
9	Service Médicaux et de Santé	10.4	10.2	+0.2

Tableau10: L'indice total - Burundi